

IDÉES!

Depuis vingt ans, réduire la volonté de réduire les dépenses publiques a fait oublier que les services publics produisent des richesses et qu'une population bien éduquée et en bonne santé constitue la base de l'émancipation des individus.

Depuis dix ans, notre collectif de chercheurs analyse les effets territoriaux de la réorganisation des services publics sur les espaces de faible densité. Il s'agit d'intercommunalités éloignées des préfectures et des villes moyennes dont la densité varie entre 7 et 35 habitants au km². Les paysages ruraux sont souvent de grande qualité, peu touchés par l'urbanisation, pouvant constituer de vrais lieux d'attractivité dans le contexte actuel de post-pandémie. Encore faudrait-il que les services soient bien présents et facilement accessibles aux usagers.

La richesse du modèle républicain français repose sur la proximité des services conçue après la Révolution française à partir de mailles géométriques à peu près égales. La reconstruction du pays après la Seconde Guerre mondiale a développé l'Etat-providence comme instrument de cohésion et de solidarité entre les individus et les territoires. Les progrès technologiques facilitant les mobilités ont transformé ce modèle et l'on a pu croire, au début des années 2000, que le temps de l'interconnexion généralisée était arrivé, constituant un monde de fluidité dans lequel, le numérique aidant, tout deviendrait accessible. Il n'en est rien.

En 2011, quand nous avons commencé à regarder de près les conséquences de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) sur les territoires, le sujet intéressait peu (1). Pourtant tous les ingrédients de la crise étaient déjà là : une politique de réduction des coûts multiple (santé, écoles, justice, poste, Trésor public, gendarmerie, etc.), des logiques comptables aveugles des conséquences territoriales qu'elle provoquait et des habitants inquiets en colère assistant à la fermeture de maternités



En 2017, Decazeville avait tenté de freiner la désertification. Ici, la maternité. B. FORNECZI SIGNATURES

Quand les services publics quittent les campagnes

ou d'écoles, auxquels on prometait que le numérique allait résoudre leurs soucis du quotidien et que des temps de trajet plus longs devenaient une garantie de qualité de services.

LA «MISE EN RÉSEAU» A DES LIMITES

La mobilisation des gilets jaunes, particulièrement forte dans les départements de faible densité fragilisés par la présence de fortes inégalités et par l'éloignement plus marqué aux principaux services, a été comme un révélateur du malaise profond de populations se sentant délaissées et en retrait de la société. L'Etat a réagi en répondant essentiellement par des actions en faveur de la facilitation de l'accès du public aux administrations : c'est la politique de création des maisons de services publics (France services) et le retour d'une présence physique d'agents polyvalents dans ces espaces remettant en cause le tout numérique. Une animatrice de France services que nous avons rencontrée témoigne de cette nécessité liée à l'electronisme (17% de la population en 2019, selon l'Insee) : «La plupart des gens qui

viennent ici sont plutôt des gens qui ont peur d'Internet. Même les jeunes ! Parce qu'il y a des jeunes qui savent se servir de leurs téléphones portables, de Facebook, d'Instagram, mais dès qu'il s'agit de démarches administratives sur Internet, c'est plus compliqué (2)». Mais cette action France services ne suffit pas.

Dans le cas de la santé et des écoles, la logique de regroupements et de «mise en réseau» a atteint ses limites, comme en témoigne cet habitant rencontré dans le Cantal : «On est ici en zone de montagne. Je tire mon chapeau aux quelques familles qui ont des gamins dans les vallées où il n'y a plus d'écoles. Le matin, au lieu de partir à l'école du village et de se

lever une heure avant, ils doivent se lever deux heures à deux heures et demie avant, et avec des fofos, en période hivernale, pas de certitude d'y arriver, parce que, si on a sabré dans les services publics, les services de ce qu'on appelle l'équipement, il n'y en a plus!» La mise en réseau se heurte à l'allongement des distances qui nécessite la présence d'une trame scolaire de proximité.

AU CŒUR DES ENJEUX CLIMATIQUES

Dans la santé, le manque de médecins n'a pas été compensé par la création de maisons de santé et l'on assiste à un renouveau aux soins pour les plus fragiles, ce que constate une animatrice de contrat local de santé de l'Indre : «On a chiffré le renouveau au soin. Lors du dernier audit qui a été fait au centre périnatal de proximité, pour lequel ils ont interrogé un certain nombre de femmes qui étaient usagères du centre périnatal, ils ont remarqué qu'elles n'avaient pas suivi l'intégralité du suivi périnatal ou qu'elles n'avaient pas été consultées parce qu'elles ne se sentaient pas de faire deux heures de route.» La liberté d'installation

sur l'ensemble du territoire national a depuis longtemps montré ses limites, tout comme les politiques d'attractivité médicale adoptées par les collectivités territoriales qui, pourtant, rivalisent d'ingéniosité. L'installation des pharmaciens, des kinésithérapeutes, des sages-femmes, des infirmiers libéraux est strictement régulée et permet d'assurer un maillage territorial. Quid des médecins ?

Dans tous les cas, cette question des services publics est à placer au cœur des nouveaux enjeux du changement climatique et des transformations de la société. La question est irrémédiablement posée en termes de coût et de redistribution économique entre des territoires productifs de richesses et des territoires moins productifs, voire improductifs. Dans ce raisonnement, les lieux les plus éloignés des métropoles bénéficieraient de solidarités nationales coûteuses. Les différentes réformes de l'Etat (RGPP ou la modernisation de l'action publique, la MAP) ont été déclinées en autant de mesures inspirées par ce modèle pour réaliser des économies d'échelle. Cette approche de la solidarité territoriale néglige un élément clé et pourtant essentiel : le bien-être collectif.

L'engagement obsessionnel dans le processus de réduction du poids des dépenses publiques fait oublier que les services publics produisent des richesses, comme il fait passer au second plan l'idée qu'une population bien éduquée et en bonne santé constitue la base du projet républicain essentiel à l'émancipation des individus (3). Les services publics ont, certes, un coût mais ils sont surtout un investissement d'avenir primordial pour la cohésion sociale entre les individus et les territoires. Les relations aux services publics ne sont pas que des prestations rendues, elles sont plus largement une composante des rapports à l'Etat. Des rapports qui se défontent tous les jours davantage et qui altèrent les fondements de la démocratie. ◀

(1) La révision générale des politiques publiques (RGPP) a été lancée sous la présidence de Nicolas Sarkozy. La modernisation de l'action publique (MAP) sous celle de François Hollande.
(2) Ces verbatims sont extraits d'une recherche pour le Labex Systèmes et mondes sociaux de l'université de Toulouse, travail en cours de publication.
(3) Sans interrogation de fond sur la possibilité d'augmenter les recettes par une réforme fiscale ambitieuse

Par **FRANÇOIS TAULÉLE, THIBAUT COURCELLE, et YGAL FIJALKOW**

Respectivement géographes et sociologue à l'Institut national universitaire Champollion d'Albi.